

## **Discours**

### **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques**

**Assemblée nationale - Mardi 31 mai 2011**

---

Monsieur le président,  
Monsieur le président de la Commission des lois,  
Monsieur le rapporteur, (Philippe Houillon)  
Mesdames, Messieurs les députés,

La proposition de loi qui revient aujourd'hui, en deuxième lecture, devant votre assemblée vise à modifier le régime des ventes volontaires fixé par la loi du 10 juillet 2000. Il s'agit de relever le défi de la compétitivité sur le marché des enchères publiques tout en apportant les garanties indispensables de sécurité juridique et un contrôle adapté des opérateurs de ventes volontaires.

Vous êtes parvenus, avec le Sénat, à un accord sur les grands principes qui doivent présider à la modernisation de ce secteur d'activité. 39 articles ont été votés dans les mêmes termes par les deux assemblées, seuls 11 articles restent en discussion. Je voudrais saluer le travail de qualité des deux assemblées et l'implication des rapporteurs sur ce sujet aux dimensions multiples.

La discussion parlementaire a permis d'enrichir la proposition initiale de MM. Philippe Marini et Yann Gaillard. Alain SUGUNEOT avait également lancé la réflexion au sein de l'Assemblée nationale avec une proposition de loi sur les ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Nous pourrions ainsi mettre notre droit en pleine conformité avec les exigences de la Directive services du 12 décembre 2006. Je rappelle que la date butoir de transposition de la directive était fixée au 28 décembre 2009, la France accuse un retard auquel nous devons impérativement remédier.

Ce texte est également l'occasion de redynamiser le secteur économique des enchères publiques et de conforter ainsi la place de Paris. Depuis une dizaine d'années, la position française sur le marché accuse un net recul ; or la France

possède un patrimoine privé des plus importants : restaurer l'attractivité de la place de Paris est essentiel pour accroître les chances de conserver ce patrimoine.

I. L'accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat permet à la fois de libéraliser le marché, pour répondre aux exigences communautaires, et de renforcer sa compétitivité, tout en offrant un cadre protecteur pour les consommateurs et la réalisation des ventes.

1. Le texte qui vous est soumis permet d'offrir un régime plus attractif et simplifié :

- A ainsi été approuvé l'élargissement du champ des biens susceptibles d'être vendus aux enchères – incluant les biens meubles neufs et les marchandises en gros ;
- de même que la diversification des structures au sein desquelles les opérateurs peuvent mener leur activité – ils peuvent désormais exercer cette activité sous la forme juridique de leur choix, et implanter le siège social ou statutaire de leur société en tout point du territoire de l'Union européenne.
- les procédures sont allégées – tel l'abandon d'un régime d'agrément préalable au profit d'une simple déclaration auprès du Conseil des ventes volontaires ou l'autorisation pour les opérateurs de procéder à des ventes de gré à gré – en dehors du cadre actuel des ventes de gré à gré, après échec des enchères ;
- le Sénat a aussi voté la pratique innovante introduite par votre assemblée qui permet à la maison de vente d'acquérir un bien qu'elle a vendu pour mettre un terme à un litige qui opposerait les vendeurs aux adjudicataires.

2. Je me réjouis que vos assemblées soient parvenues à un accord sur ces points, ainsi que sur les besoins de sécurisation du marché.

Chacun a, en effet, pu constater les dysfonctionnements que peut engendrer l'absence de cadre de contrôle efficace et adapté. Les obligations nouvelles introduites par l'Assemblée nationale permettent de tirer toutes les conséquences de l'affaire « Drouot ».

Il ne peut y avoir de marché attractif sans sécurisation des transactions. La confiance de tous les acteurs est un préalable indispensable et ce texte s'attache à la restaurer.

Tout d'abord, deux interdictions nouvelles sont introduites. Il s'agit de l'achat pour revente (à l'exception du cas où les opérateurs sont devenus propriétaires du bien après la mise en œuvre de la garantie de prix) et celle des reventes à perte, étendue aux biens neufs. Votre commission des lois a en outre approuvé les précisions apportées par le Sénat sur ce point.

Ensuite, le texte renforce la transparence du marché. Ainsi, les maisons de vente doivent porter à la connaissance du vendeur et du public les garanties financières souscrites, la qualité du bien vendu lorsqu'il est neuf, l'intervention d'un expert et informer le public de la qualité de commerçant ou d'artisan du vendeur pour les biens neufs mis en vente.

Les courtiers aux enchères par voie électronique ont également des obligations en termes de communication : ils doivent informer très clairement le public (vendeur et acheteur) sur la nature de la prestation fournie, pour lever tout risque de confusion avec une opération de vente aux enchères publiques.

La tenue d'un livre de police dématérialisé, qui deviendra obligatoire deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, contribue également à cet effort de transparence en permettant une véritable traçabilité des biens.

Enfin, le Sénat a approuvé les obligations nouvelles, que vous aviez introduites en premier lecture, Monsieur le rapporteur, à la charge des opérateurs qui feraient appel à des prestataires extérieurs. Les opérateurs devront apporter toutes les garanties de sécurité juridique et matérielle de la vente. Il s'agit d'exiger de leur part qu'ils vérifient les conditions dans lesquelles exercent leurs prestataires, par exemple leur transporteur.

II. Le Conseil des ventes volontaires a été investi de nouvelles missions qui en font désormais une véritable autorité de régulation. Ces dispositions font consensus, le Sénat ayant rallié la position de l'Assemblée.

1. Le renforcement du Conseil est l'une des avancées majeures de la proposition de loi, car il permettra un meilleur encadrement des pratiques du marché :

- les missions du Conseil sont élargies : il aura désormais un rôle d'observation du marché et d'identification des bonnes pratiques. Conformément aux précisions apportées par votre Assemblée, il pourra proposer des évolutions législatives ou réglementaires ;
- Le Conseil est également chargé d'élaborer un « recueil » des obligations déontologiques. Le Sénat a souhaité que celui-ci puisse être rendu public, un « *gage de transparence bienvenu* » avez-vous souligné Monsieur le rapporteur. Je souscris tout à fait à cette position.

2. La présence de professionnels en exercice au sein du CVV a fait l'objet de nombreux débats.

Les exigences de la Directive services nous contraignent à être prudents sur ce point.

En effet, il y a un risque que des opérateurs concurrents puissent intervenir dans des décisions individuelles de quelque nature que ce soit concernant d'autres opérateurs du même secteur d'activité.

Le Sénat a fait un premier pas en assortissant cette présence d'une obligation de déport des professionnels sur les dossiers individuels.

A votre initiative, Monsieur le Rapporteur, votre Commission a eu la sagesse de clarifier le texte pour lever toute ambiguïté sur cette obligation de déport, afin qu'elle ne soit pas limitée à la seule matière disciplinaire et qu'elle s'applique à toute décision individuelle.

Votre rédaction permet ainsi de lever la difficulté que la présence de ces professionnels en exercice posait au gouvernement. Grace à vous, ce point de

désaccord entre le gouvernement et les deux assemblées est réglé et je tiens à vous en remercier.

III. En modernisant le secteur des ventes volontaires, la proposition de loi a aussi veillé à une intervention équilibrée des différents professionnels du secteur de ventes de meubles et marchandises aux enchères publiques à savoir les commissaires priseurs judiciaires, les huissiers de justice, notaires et les courtiers de marchandises assermentés.

1. Concernant les commissaires-priseurs judiciaires,

Les activités de transport de meubles, de presse, d'édition, de diffusion de catalogues, ont été autorisées aux commissaires-priseurs judiciaires dans le cadre de leurs sociétés de ventes volontaires en première lecture par les deux assemblées. Cependant, en deuxième lecture, le Sénat a ouvert cette liste permettant l'exercice de toute activité complémentaire en lien avec les ventes volontaires aux enchères publiques. Comme je le soulignais devant le Sénat, et comme vous le rappeliez Monsieur le rapporteur, une telle ouverture me semble incompatible avec leur statut d'officier public ministériel. Elle pourrait même conduire la Commission européenne à remettre en cause ce statut.

C'est pourquoi j'approuve le choix de votre commission des lois de limiter la liste des activités ouvertes à la profession.

En outre, les commissaires priseurs judiciaires pourront exercer leur activité en tant que salariés.

2. Concernant les huissiers de justice et les notaires, deux points ont alimenté les débats

Je veux revenir sur les conditions dans lesquelles ces professions peuvent réaliser des ventes volontaires en sus de l'activité principale : la formulation a évolué d'une assemblée à l'autre afin d'encadrer cette possibilité. Le Sénat a choisi de retenir un pourcentage limitant la part des ventes volontaires à 25% du chiffre d'affaires de leur office.

Votre Commission des lois a choisi de revenir à la formulation initiale, qui précise qu'ils peuvent exercer ces activités « à titre accessoire ». Cette solution, moins rigide, me semble mieux adaptée à la réalité de ces professions.

Le second point en débat a concerné la répartition des compétences pour les ventes ordonnées dans le cadre d'une liquidation judiciaire. Le Sénat a souhaité introduire une nouvelle disposition au sein du Code de commerce qui fixe des critères de répartition entre commissaires-priseurs judiciaires, notaires, huissiers de justice et courtiers de marchandises assermentés pour procéder à ces ventes. Cette disposition n'était pas nécessaire et pouvait être source de confusion.

Votre Commission a souhaité revenir au droit actuel, tel qu'il découle du statut de ces professionnels et du libre choix du juge. De nouveau je souscris pleinement à cette position.

\*\*\*

Mesdames, Messieurs les députés,

Le texte tel qu'il est soumis à la discussion, enrichi par les deux assemblées, permet de progresser dans la voie d'une modernisation du secteur des ventes volontaires : en assouplissant le cadre juridique, et en renforçant la régulation du marché des ventes volontaires, nous pourrons relever les défis de ce secteur d'activité.

Je vous remercie.